

Septième conférence :

# Quel devenir pour l'administration de l'environnement ?

## DOSSIER DU PARTICIPANT

Lundi 22 avril 2013 (17h-19h)

Conseil d'État

Salle d'Assemblée générale

### Le modérateur :

■ **Jacky Richard**

Conseiller d'État, Rapporteur général,  
Président adjoint de la section  
du rapport et des études

■ **Jean-François Monteils**

Conseiller maître à la Cour des comptes,  
ancien secrétaire général du ministère de  
l'environnement

### Les intervenants :

■ **Jean-Pierre Le Bourhis**

Chargé de recherche au CNRS,  
Directeur adjoint du centre universitaire  
de recherche sur l'action publique  
et le politique, université de Picardie

■ **Françoise Noars**

Directrice régionale de l'environnement de  
l'aménagement et du logement (DREAL) de  
Rhône-Alpes

## Présentation du cycle *Enjeux juridiques de l'environnement*

Le Conseil d'État organise un cycle de conférences sur quelques grands enjeux juridiques de l'environnement dans le prolongement du cycle sur la démocratie environnementale organisé en 2010-2011.

Des questions environnementales surgissent dans différentes branches du droit et secteurs d'activité et sont essentielles pour assurer la protection de la nature, des espaces et des milieux. Elles ont favorisé l'émergence d'un droit de l'environnement, son déploiement progressif et sa confrontation avec d'autres droits.

Comment assurer efficacement la protection de l'environnement dans ce cadre ? Quelle place accorder à la formation des acteurs de l'environnement, à la prévention ou encore à la répression ?

Ces questions présentent une forte actualité, en particulier à la suite de l'adoption des lois Grenelle I et II des 23 juillet 2009 et 12 juillet 2010.

Le cycle comprend sept conférences sur les thèmes suivants :

- Environnement et formation juridique
- Environnement et droit de la consommation
- Environnement et droit de l'aménagement
- Environnement et droit des transports
- Environnement et droit de l'énergie
- Environnement et polices
- Quel devenir pour l'administration de l'environnement ?

Ces thèmes, très vastes, impliquent de procéder à des choix, d'identifier deux ou trois axes de discussion et de privilégier des illustrations.

Les débats associent des membres du Conseil d'État, des magistrats judiciaires, des universitaires, des avocats mais aussi des représentants des administrations, des associations de défense et des industries concernées. Ils sont animés par un modérateur et réunissent deux ou trois intervenants.

## Présentation de la conférence

« Ministère de l'impossible » selon l'expression du premier des ministres de l'environnement, Robert Poujade, le ministère de l'environnement apparaît comme une administration relativement jeune par rapport à d'autres secteurs d'intervention. Il est caractérisé de surcroît par l'instabilité de son champ de compétences.

À sa création en 1971, le ministère de l'environnement assure une nouvelle mise en forme des politiques publiques provenant d'autres ministères, d'aucuns diraient un « recyclage ». Il s'agit d'une véritable phase fondatrice à partir de laquelle l'environnement va progressivement s'imposer au sein de l'administration française. Le début des années 1990 marquera la poursuite du processus d'institutionnalisation, notamment à travers la consolidation de l'administration de l'environnement dont les étapes sont, notamment à la suite de V. Lacroix et E. Zaccāi, retracées ci-dessous<sup>1</sup> :

### *1971 : Création du ministère de l'environnement - phase de fondation*

- institutionnalisation et popularisation d'un concept flou, l'environnement ;
- rassemblement des politiques de l'équipement (construction, urbanisme) et de l'environnement (lutte contre la pollution, protection de la nature), gérées de façon discontinue par plusieurs ministères ;
- enclenchement d'un travail de création ou de remise en ordre législatif ou réglementaire ;
- stimulation des autres ministères dans l'animation de leurs départements environnementaux notamment par souci de ne pas les voir transférés au nouvel arrivant.

### *1978 : Création du ministère de l'environnement et du cadre de vie*

- création d'une direction de l'urbanisme et des paysages (DUP) à la place de la direction de l'aménagement foncier et de l'urbanisme (DAFU) ;
- création de services transversaux communs entre équipement et environnement (inspection, recherche...) ;
- institution en 1979, des directions régionales de l'architecture et de l'environnement (DRAE) ;
- élargissement du champ de l'environnement sur les questions du cadre de vie quotidien ou de la qualité de vie (Charte de la qualité de la vie).

### *1990 : Plan national pour l'environnement - phase de consolidation*

- territorialisation (décentralisation) : création des DIREN ;
- création d'agences autonomes : l'ADEME, l'INERIS et l'IFEN ;
- augmentation substantielle du budget du ministère ;
- définition d'objectifs chiffrés ;
- intégration de l'environnement dans les activités économiques.

### *2007 : Grenelle de l'environnement - phase d'ouverture*

- instauration d'une procédure participative incluant cinq collèges : État, collectivités territoriales, patronat, syndicats et associations ;
- annonce de l'intégration de l'environnement au cœur de la décision publique, ainsi que de mesures structurantes telles que la contribution climat-énergie, la trame verte, ou encore le plan massif de reconversion du bâti.

Sur quarante ans, l'évolution des modes d'administration et les changements d'instruments ont donc été clairement perceptibles. La phase politique récemment amorcée par les « Grenelle de l'environnement I et II » se nourrit de ces transformations progressives, tout en conservant certaines caractéristiques propres aux politiques antérieures.

L'administration de l'environnement connaît alors de profonds bouleversements. Ainsi, le grand ministère de l'écologie créé en 2007 résulte de la fusion de plusieurs départements ministériels : le ministère de l'écologie et du développement durable, le

<sup>1</sup> V. Lacroix et E. Zaccāi, « Quarante ans de politique environnementale en France : évolutions, avancées, constantes », *Revue française d'administration publique*, 2010/2 n° 134, pp. 212-213.

ministère des transports, de l'équipement, du tourisme et de la mer et une partie de l'industrie. Dans son sillage, cette réorganisation de l'administration a également eu pour conséquence de modifier les corps et les statuts de la fonction publique, dont les ingénieurs, l'objectif étant de façonner un personnel dont la gestion serait facilitée et l'action plus efficacement coordonnée. Alors que la réforme de l'administration centrale a débuté au printemps 2007, celle de l'administration déconcentrée a démarré au printemps 2008, la fusion des DDE et DDAF et la création d'un échelon régional unifié, la DREAL, ayant été décidées lors du conseil de la modernisation des politiques publiques (CMPP) du 12 décembre 2007 dans le cadre de la réforme de l'administration territoriale (RéATE).

Cette dernière, volet novateur mais incomplètement stabilisé de la réforme de l'État, est en outre structurée par le Grenelle de l'environnement, dont les dispositions doivent permettre la mise en œuvre des objectifs poursuivis en matière de développement durable. La rationalisation par le regroupement et par la mutualisation des services a été privilégiée. En effet, l'émiettement et la dispersion des services chargés de mettre en œuvre les politiques environnementales ont souvent été considérés comme l'une de leurs faiblesses majeures.

Deux aspects importants doivent enfin être soulignés. D'une part, le Grenelle de l'environnement prend acte des aspects sociaux des politiques environnementales, notamment au travers du Pacte de solidarité écologique. D'autre part, il repose sur une volonté de mise en conformité avec les textes européens.

Aujourd'hui, après l'impulsion issue des « Grenelle de l'environnement I et II », plusieurs questions se trouvent posées :

1) Quel est, en réalité, le véritable fait générateur de la réforme de l'administration de l'environnement ? Celle-ci, résulte-t-elle d'un mouvement continu ou est-elle le produit d'une rupture ? Par delà la question des origines, quels en sont les objectifs escomptés et quels sont les moyens mis en œuvre pour y parvenir ?

2) Quelle répartition entre les administrations de l'environnement et celles héritées de l'équipement et de l'industrie ? Quelles marques de la culture d'ingénieurs des sciences de la matière ? Approches verticales contre approches transversales ? L'émergence d'un nouveau modèle d'administration signe-t-elle un réel partage des responsabilités et une gestion commune des politiques environnementales entre les différents acteurs de l'environnement ? Les DREAL représentent-elles une organisation optimale ?

3) La mise en place de la nouvelle administration de l'environnement et de la réorganisation afférente apparaissent-elles comme une nouvelle étape ou comme un point d'aboutissement de l'institutionnalisation progressive des politiques environnementales ? Cette nouvelle administration était-elle nécessaire pour mettre en œuvre les mesures issues du Grenelle de l'environnement ? La structure gouvernementale actuelle est-elle conforme à ce schéma organisationnel, compatible avec lui ?

Les interventions en réponse à ces questions permettront assurément aux débats qui les suivront d'être riches, animés et constructifs.

#### **L'administration de l'environnement en quelques chiffres**

- jusqu'au mai 2012 : un seul ministère, depuis mai 2012 : deux ministères, le ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie (MEDDE) et celui de ministère de l'égalité des territoires et du logement (METL)
- 5 directions générales, dont l'une repose sur un budget annexe (DGAC)
- 3 services transversaux : CGEDD, CGDD, SG
- 24 agences pour le bloc MEDDE/METL
- 5 « types » de services déconcentrés : DREAL, DIRM, DIR, CETE, DSAC (aviation civile)
- 3 structures spécifiques d'Île-de-France ou d'outre-mer
- selon la taille du département, 2 ou 3 directions interministérielles (DDI), dont une direction départementale des territoires (DDT)
- au budget général - LFI 2013 : 40 000 emplois pour le MEDDE, au niveau central et 18 000 emplois dans les opérateurs ; 14 500 pour le METL
- un secrétariat général commun aux 2 ministères : 2 100 emplois

- environ 27 000 agents en DDT (pour rappel, bien qu'en structures dépendant du Premier ministre, les agents DDT restent sous gestion du MEDDE)  
 - 7 500 au niveau régional  
 - environ 23 milliards d'euros de crédits gérés tout compris, dont environ 3,5 milliards d'euros de fonctionnement.  
 - 3 missions, 13 programmes  
 - 246 « emplois types » dans le répertoire des emplois du ministère

## Biographies des intervenants

### ■ Jacky Richard

Ancien élève de l'École normale supérieure (Saint-Cloud) et de l'École nationale d'administration, agrégé de géographie, Jacky Richard a fait une grande partie de sa carrière au ministère de l'Éducation nationale où il fut chef de bureau à la direction des affaires financières, secrétaire général de l'académie de Toulouse, directeur de l'administration générale et des personnels non enseignants, inspecteur général et chef du corps de l'inspection générale de l'administration de l'Éducation nationale et de la recherche (IGAENR). De mai 2001 à septembre 2005 il fut directeur général de l'administration de la fonction publique (DGAFP) et, parallèlement, jusqu'en février 2003, délégué interministériel à la Réforme de l'État.

En septembre 2005, il est nommé conseiller d'État et affecté à la 7<sup>ème</sup> sous-section de la section du contentieux (marchés publics, établissements publics, contentieux militaires) puis, parallèlement, membre de la section de l'administration.

Depuis mai 2010, il est rapporteur général et président adjoint de la section du rapport et des études (SRE) du Conseil d'État.

Il est professeur associé à l'université Paris-Ouest - Nanterre - La Défense. Il préside le conseil d'administration du Centre national de gestion des praticiens hospitaliers et des directeurs d'hôpital (CNG) et celui de l'École nationale supérieure de la police (ENSP). Il préside également le comité de déontologie du Conseil général de l'alimentation, de l'agriculture et des espaces ruraux.

### ■ Jean-Pierre Le Bourhis

Jean-Pierre Le Bourhis, est chargé de recherche au CNRS et directeur adjoint du CURAPP (Centre universitaire de recherche sur l'action publique et le politique) à l'université de Picardie. Titulaire d'un doctorat en science politique de l'université de Paris I-Sorbonne, il a été chercheur invité à l'université d'Oxford (Wolfson College), à l'université de Californie – Berkeley ainsi qu'à l'Institut Max-Planck de Cologne dans le cadre d'enquêtes comparatives internationales.

Il est l'auteur de plusieurs articles et d'un ouvrage portant sur les institutions et les politiques publiques environnementales. Il a collaboré récemment à une recherche sur les restructurations au ministère de l'écologie et du développement durable, dans le cadre du projet « Mutations organisationnelles de l'administration », financé par l'Agence nationale de la recherche. Il est membre du conseil scientifique de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques.

### ■ Jean-François Monteils

Diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris en 1987 et de l'Institut des langues et civilisations orientales (chinois) en 1990, Jean-François Monteils est un ancien élève de l'École nationale d'administration (1991-1993).

En mars 1993, il commence sa carrière à la 1<sup>ère</sup> chambre de la Cour des comptes comme auditeur puis conseiller référendaire. En 1997 il devient attaché financier à l'Agence financière pour l'Allemagne, les Pays-Bas et les pays nordiques près l'ambassade de France en Allemagne, puis est nommé, en 2000, sous-préfet de Saintes (Charente-Maritime).

Jean-François Monteils est successivement secrétaire général pour les affaires de Corse de 2003 à 2007, conseiller pour la réforme de l'État et la fonction publique au cabinet du Premier ministre de 2007 à 2009 et conseiller pour le développement durable, la recherche et l'industrie au cabinet du Premier ministre de 2009 à 2010. En juillet 2010, il est nommé secrétaire général du ministère de l'écologie,

du développement durable, des transports et du logement, haut fonctionnaire de défense et de sécurité du ministère. Depuis novembre 2012, il est conseiller maître en fonctions à la Cour des comptes.

Il est l'auteur de « La localisation des activités financières vue d'Allemagne » (*Revue d'économie financière* - n° 57) et de « De la dynamique de l'esprit humain » (à propos de G. Dumézil - *Commentaire*, hiver 1998).

### ■ **Françoise Noars**

Diplômée de l'École nationale des services vétérinaires, Françoise Noars est nommée, en 1986, directrice départementale des services vétérinaires (DDSV) du Territoire de Belfort.

En 1997 elle rejoint la préfecture de Picardie comme chargée de mission « environnement, agriculture, et affaires maritimes » avant

d'être nommée, de 2000 à 2003 secrétaire générale pour les affaires régionales (SGAR) auprès du préfet de région Franche-Comté. En 2003, elle devient directrice régionale de l'environnement (DIREN) auprès du préfet de région des Pays-de-la-Loire, puis de 2008 à 2010 auprès du préfet de région Bretagne.

En 2008, Françoise Noars est nommée déléguée ministérielle de la zone de défense et de sécurité Ouest et en 2010, directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) de Bretagne. Depuis le 15 mars 2013, Françoise Noars est directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) de la région Rhône-Alpes.

Vous trouverez, ci-après, en annexe, les organigrammes :

- du ministère de l'égalité des territoires et du logement ;
- du ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie ;
- de la DREAL de Bretagne ;
- de la DREAL de Rhône-Alpes.

Ministre de l'Égalité  
des territoires  
et du Logement  
**Cécile DUFLOT**

Ministre délégué auprès de  
la ministre de l'Égalité des territoires  
et du Logement, chargé de la Ville  
**François LAMY**

## Administration centrale

### Secrétariat général

**Vincent MAZURIC**

haut fonctionnaire de défense et de sécurité

- Direction des affaires européennes et internationales
- Direction des affaires juridiques
- Direction de la communication
- Direction des ressources humaines
- Service du pilotage et de l'évolution des services
- Service des politiques supports et des systèmes d'information
- Service des affaires financières
- Service de défense, de sécurité et d'intelligence économique

### Direction générale de l'aménagement du logement et de la nature

**Jean-Marc MICHEL**

- Direction de l'habitat, de l'urbanisme et des paysages
- Direction de l'eau et de la biodiversité

### Secrétariat général du comité interministériel des villes

**Hervé MASUREL**

- Sous-direction des études statistiques et de l'évaluation
- Sous-direction interministérielle et opérateurs

### Délégation à l'hébergement et à l'accès au logement

**Alain RÉGNIER**

délégué interministériel pour l'hébergement et l'accès au logement des personnes sans abri ou mal logées

- Pôle hébergement et accès au logement
- Pôle lutte contre l'habitat indigne
- Pôle développement de l'offre de logement

### Délégation interministérielle à l'aménagement du territoire et à l'attractivité régionale\*

**Emmanuel BERTHIER**

- Direction chargée de la coordination et de l'action interministérielle
- Direction chargée des mutations et du développement économiques
- Service prospective, études, observation territoriale et évaluation

\*Délégation interministérielle placée sous l'autorité du Premier ministre et mise à la disposition de la ministre de l'Égalité des territoires et du Logement

## Services territoriaux

### Niveau régional, interrégional ou interdépartemental

- Directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL)

#### En Île-de-France

- Direction régionale et interdépartementale de l'équipement et de l'aménagement (DRIEA)
- Direction régionale et interdépartementale de l'hébergement et du logement (DRIHL)

### Niveau départemental\*

- Directions départementales des territoires (DDT)\*\* ou directions départementales des territoires et de la mer (DDTM)\*\*

#### Pour certaines missions

- Directions départementales de la cohésion sociale (DDCS)\*\*

\*\* hormis à Paris et dans les départements de la petite couronne d'Île-de-France où les directions régionales et interdépartementales sont compétentes

- Directions départementales de la protection des populations (DDPP)\*\*
- Directions départementales de la cohésion sociale et de la protection des populations (DDCSPP)\*\*

\*\* direction départementale interministérielle sous la responsabilité du préfet qui met en œuvre les politiques du ministère

### En outre-mer

- directions de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DEAL)  
Guadeloupe - Guyane - Martinique - Mayotte - La Réunion
- Direction des territoires, de l'alimentation et de la mer (DTAM)  
Saint-Pierre-et-Miquelon

## Agences sous tutelle

- Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances (Acsé)
- Agence nationale de l'habitat (Anah)
- Agence nationale pour la rénovation urbaine (Anru)

# Ministre Delphine BATHO

Ministre délégué auprès de la ministre de l'Écologie,  
du Développement durable et de l'Énergie,  
chargé des Transports, de la Mer et de la Pêche  
Frédéric CUVILLIER

## Administration centrale

Conseil général de l'environnement et du développement durable  
Christian LEYRIT

Inspection générale des affaires maritimes  
Bruno BARADUC

Délégué interministériel au développement durable  
Jean-Paul ALBERTINI

Secrétaire général à la mer  
Michel AYMERIC

### Secrétariat général haut fonctionnaire de défense et de sécurité

Vincent MAZAURIC

- Direction des affaires européennes et internationales
- Direction des affaires juridiques
- Direction de la communication
- Direction des ressources humaines
- Service du pilotage et de l'évolution des services
- Service des politiques supports et des systèmes d'information
- Service des affaires financières
- Service de défense, de sécurité et d'intelligence économique

### Commissariat général au développement durable

Jean-Paul ALBERTINI

- Direction de la recherche et de l'innovation
- Service de l'observation et des statistiques
- Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable
- Délégation au développement durable

### Direction générale de l'énergie et du climat

Laurent MICHEL

- Direction de l'énergie
- Service climat et efficacité énergétique

### Direction générale des infrastructures, des transports et de la mer

Daniel BURSAUX

- Direction des infrastructures de transport
- Direction des services de transport
- Direction des affaires maritimes
- Service de l'administration générale et de la stratégie

### Direction générale de l'aviation civile

Patrick GANDIL

- Direction du transport aérien
- Secrétariat général
- Direction des services de la navigation aérienne
- Direction de la sécurité de l'aviation civile

### Direction des pêches maritimes et de l'aquaculture

Cécile BIGOT

- Sous-direction des ressources halieutiques
- Sous-direction de l'aquaculture et de l'économie des pêches

### Direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature

Jean-Marc MICHEL

- Direction de l'habitat, de l'urbanisme et des paysages
- Direction de l'eau et de la biodiversité

### Direction générale de la prévention des risques

Patricia BLANC

- Service des risques technologiques
- Service de la prévention des nuisances et de la qualité de l'environnement
- Service des risques naturels et hydrauliques

## Services territoriaux

### Niveau régional, interrégional ou interdépartemental

#### ● Directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL)

hormis en Île-de-France

- Direction régionale et interdépartementale de l'équipement et de l'aménagement (DRIEA)
- Direction régionale et interdépartementale de l'hébergement et du logement (DRIHL)
- Direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie (DRIEE)

#### ● Directions interdépartementales des routes (DIR)

- Services de navigation (SN)
- Directions interrégionales de la mer (DIRM) pour la métropole
- Centres d'études techniques de l'équipement (CETE)

### Niveau départemental\* interministériel

#### Interministériel

- Directions départementales des territoires (DDT)\*\* ou directions départementales des territoires et de la mer (DDTM)\*\*

Pour certaines missions :

- Directions départementales de la cohésion sociale (DDCS)\*\*
- Directions départementales de la protection des populations (DDPP)\*\*
- Directions départementales de la cohésion sociale et de la protection des populations (DDCSPP)\*\*

\*hormis à Paris et dans les départements de la petite couronne d'Île-de-France où les directions régionales et inter-départementales sont compétentes

\*\*direction départementale interministérielle sous la responsabilité du préfet qui met en œuvre les politiques du ministère

### En outre-mer

#### ● Directions de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DEAL)

Guadeloupe - Guyane - Martinique - Mayotte - La Réunion

#### ● Directions de la mer (DM)

Guadeloupe - Guyane - Martinique - Sud océan Indien

#### ● Direction des territoires, de l'alimentation et de la mer (DTAM)

Saint-Pierre et Miquelon



**Pôle Support Intégré** <sup>PSI</sup>

**Jean-Louis LE GUEN**

- **Division Relations avec les services**  
Raymond DANIEL
- **Division Salaires Retraites**  
Patrick DUFEIL
- **Division Comptabilité**  
Armelle LE DOEUFF
- **Division Technologies de l'Information et Logistique**  
Philippe ROPARS

**DIRECTION**

**Bernard MEYZIE**  
Directeur (p.i.)

**Directeurs adjoints**  
Bernard MEYZIE  
Annick BONNEVILLE

Assistantes de direction

- Mission Zonale de défense et de sécurité**  
Thierry HERBAUX
- Mission Communication**  
Corinne GILLET
- Mission Zone côtière et milieux marins**  
Guy LEGRAND
- Mission Pilotage et animation régionale**  
Catherine DISERBEAU
- Chargée de mission auprès de la Direction**  
Isabelle FOUCAUD

**Pôle interrégional de production des statistiques de la construction et du logement (CGDD)**  
Georges RIÉZOU

**Secrétariat Général** <sup>SG</sup>

**Gaëlle MALECOT-TAMBORINI**  
adjointe : Stéphanie TAILLANDIER

- **Division Ressources Humaines**  
Stéphanie TAILLANDIER
- **Division Finances, Commande Publique, Logistique et Régie**  
Mahé GARGAM
- **Fonction Qualité et Contrôle de Gestion**
- **Fonction Juridique**
- **Fonction Pilotage Informatique**

**Patrimoine Naturel** <sup>SPN</sup>

**Michel BACLE**  
adjoint : Philippe ARNOULD

- **Division Eau**  
Serge LE DAFNIET
- **Division Biodiversité, Géologie et Paysages**  
Philippe ARNOULD  
Adjoint au chef de division  
Cyrille LEFEUVRE

**Climat, Énergie, Aménagement Logement** <sup>SCEAL</sup>

**Anicette PAISANT-BEASSE**  
adjointe : Geneviève DAULNY

- **Division Climat Air Énergie Construction**  
Geneviève DAULNY  
Adjointe au chef de division  
Béatrice BOUCHET
- **Division Aménagement Urbanisme Logement**  
Pascal LEVEAU  
Adjoint au chef de division  
Patrick JULES

**Prévention des Pollutions et des Risques** <sup>SPPR</sup>

N...  
adjointe : Sylvie VINCENT

- **Coordination de l'Inspection des Installations Classées Vétérinaires**  
Pascale FERRY
- **Division Risques Chroniques et Sous-sol**  
Sylvie VINCENT  
Adjoint au chef de division  
Paul BOUILLET
- **Division Risques Naturels, Hydrauliques**  
Gérard PRIGENT
- **Division Risques Technologiques**  
Sébastien MOLET

**Infrastructures Sécurité Transports** <sup>IST</sup>

**Alexandre DUPONT**  
adjoint : Christian BESCOND

- **Division Stratégie des Transports**  
Christian BESCOND
- **Division Maîtrise d'Ouvrage Intermodale**  
Pierre-Alexandre POIVRE  
Adjoint au chef de division  
Patrick GOMI
- **Division des Transports routiers et Sécurité des véhicules**  
Mickael GENET  
  
Antennes 22,29,35,56

**Connaissance, Prospective et Évaluation** <sup>COPREV</sup>

**Pascal BRERAT**  
adjointe : Anne-Françoise RAFFRAY

- **Pilotage du Système d'Information**  
Fabrice PHUNG
- **Division de l'Évaluation Environnementale**  
Anne-Françoise RAFFRAY  
Adjoint au chef de division  
Pascal MALLARD
- **Division Connaissance et Prospective**  
Marielle PERRUCHOT

**UNITES TERRITORIALES : 22 : Yvon ORY, 29 : Gilles RIO, 35 : Guy ROUILLÉ, 56 : Yannig GAVEL**

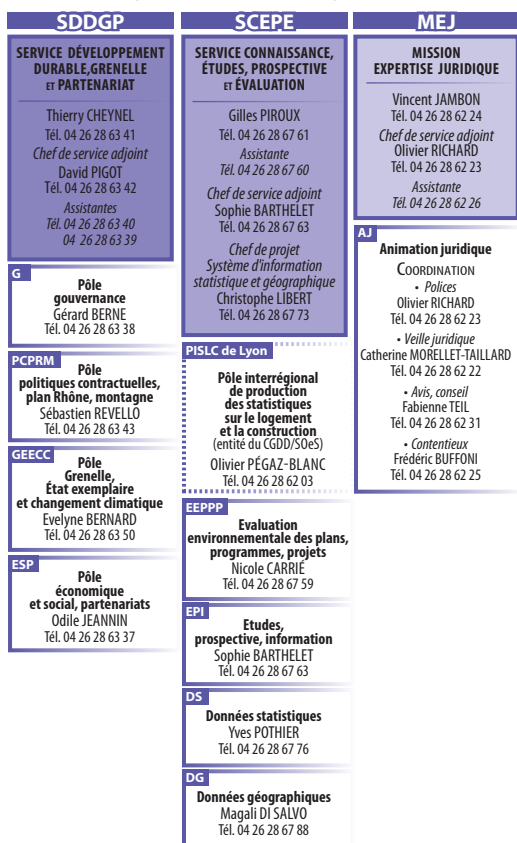




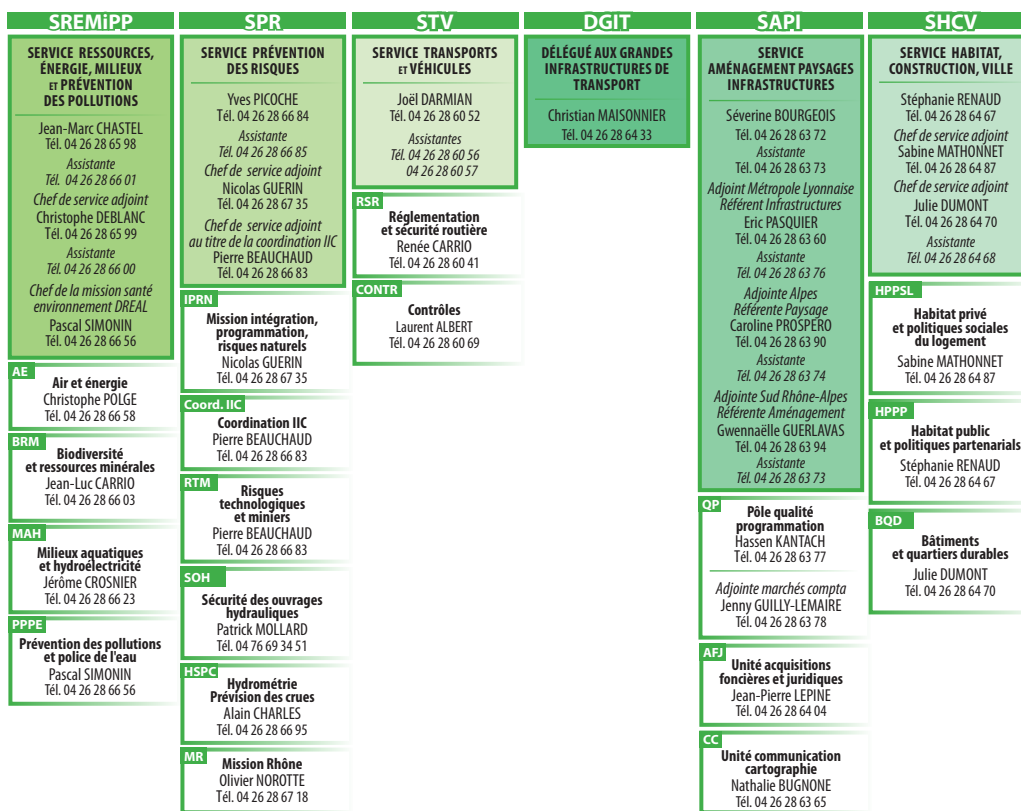
# Organigramme DREAL Rhône-Alpes 2013



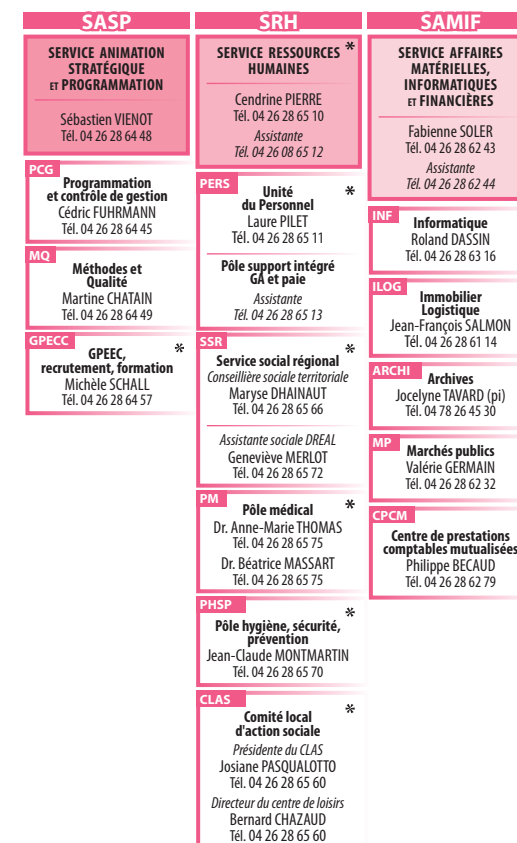
## PROJETS, TRANSVERSALITÉ, COHÉRENCE



## SERVICES THÉMATIQUES



## FONCTIONS SUPPORT



## 6 UNITÉS TERRITORIALES





Ce document a été préparé par la section  
du rapport et des études (SRE)  
du Conseil d'État